

CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

Le secrétaire général des Nations unies doit prendre des mesures concernant l'organisation de cette réunion internationale

Index AI: ACT 77/17/95

Embargo : jeudi 18 mai à 00 h 01 GMT

Amnesty International a déclaré ce jour (jeudi 18 mai 1995) que les organisations féminines et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) ne pourraient de toute évidence pas participer à la Conférence mondiale sur les femmes – la première depuis dix ans, prévue pour septembre 1995 à Beijing – si le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) ne prenait pas au plus vite des mesures. Le gouvernement chinois propose en effet des locaux rudimentaires et une organisation désastreuse pour accueillir les ONG.

« L'endroit proposé à ces organisations est tellement petit, éloigné et mal équipé que cela va plus ou moins empêcher les femmes de faire entendre leurs voix à une conférence où elles devraient pourtant être écoutées », ajoute Amnesty International.

Moins de quatre mois avant l'ouverture de la conférence, les querelles incessantes autour de la logistique de cet événement masquent les véritables enjeux, à savoir comment les questions clés de l'égalité, du développement et de la paix peuvent être mises en pratique pour assurer la protection des droits fondamentaux des femmes dans le monde.

Lundi 15 mai, Amnesty International a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, pour lui demander de toute urgence de veiller à ce que les ONG puissent participer pleinement à la conférence. Dans le monde entier, des membres d'Amnesty International vont exercer des pressions sur leur gouvernement pour que celui-ci exhorte les Nations unies à agir dès maintenant, et vont s'associer aux pétitions lancées par les ONG féminines.

« Au moment où les Nations unies essaient de favoriser le rôle des femmes dans les prises de décision, ce serait un pas en arrière si celles-ci devaient être exclues de la seule conférence mondiale organisée depuis dix ans sur leurs besoins et leurs aspirations », poursuit l'Organisation. L'appel d'Amnesty International intervient après que le comité de liaison des ONG eut refusé d'accepter les nouveaux locaux prévus par les autorités chinoises et eut demandé au comité d'organisation chinois d'en proposer d'autres, mieux adaptés, d'ici au 24 mai prochain.

Mandaté par les Nations unies pour organiser le Forum des ONG, le comité de liaison avait envoyé une délégation de 18 membres visiter le nouvel emplacement proposé par le gouvernement chinois, le complexe touristique d'Huairou. Revenu de Chine il y a quelques semaines, cette délégation a conclu que cet endroit était totalement inadapté pour recevoir une réunion rassemblant des milliers d'organisations féminines, entre autres. Les représentants du comité de liaison n'ont pas été autorisés à visiter d'autres installations.

Le site d'Huairou a été proposé après que les responsables chinois eurent déclaré que le stade athlétique de Beijing, dans lequel le Forum devait initialement avoir lieu, n'était pas en bon état. Pourtant, en dépit des problèmes techniques invoqués, ce stade est apparemment toujours utilisé.

L'endroit qui est maintenant proposé se situe à plus d'une quarantaine de kilomètres de Beijing, et il faut au moins une heure pour s'y rendre en utilisant les transports publics. Il comprend très peu de salles de réunion, lesquelles sont éloignées les unes des autres. Les installations électriques seraient tellement sommaires qu'un membre du comité de liaison aurait provoqué une panne de

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS 87/95
Index FI: NWS 11/87/95

courant simplement en branchant son ordinateur portable.

Le Forum des ONG doit avoir lieu du 30 août au 8 septembre, parallèlement à la conférence rassemblant les représentants officiels des gouvernements, qui se tiendra, elle, du 4 au 15 septembre 1995 l

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFI -